

**No. 50626\***

---

**Brazil  
and  
France**

**Agreement between the Federative Republic of Brazil and the Government of the French Republic concerning co-production of films (with annex). Cannes, 18 May 2010**

**Entry into force:** *3 August 2010 by notification, in accordance with article 13*

**Authentic texts:** *French and Portuguese*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Brazil, 15 April 2013*

\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

---

**Brésil  
et  
France**

**Accord de coproduction cinématographique entre le Gouvernement de la République fédérative du Brésil et le Gouvernement de la République française (avec annexe). Cannes, 18 mai 2010**

**Entrée en vigueur :** *3 août 2010 par notification, conformément à l'article 13*

**Textes authentiques :** *français et portugais*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Brésil, 15 avril 2013*

\* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD DE COPRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE ENTRE LE  
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE DU BRESIL ET  
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil

et

Le Gouvernement de la République française,  
ci-après dénommés les Parties,

Considérant la convention de l'UNESCO du 20 octobre 2005 sur la promotion de la diversité des expressions culturelles;

Considérant leur volonté commune de renouveler et de renforcer les relations cinématographiques entre le Brésil et la France;

Considérant leur volonté de valoriser leur patrimoine cinématographique commun;

Considérant la nécessité d'actualiser leurs relations de coopération dans le domaine cinématographique en tenant compte de leur réglementation respective en la matière et de la réalité des marchés,

Sont convenus des dispositions suivantes :

**Article 1<sup>er</sup>**

Aux fins du présent Accord :

- a) Le terme « œuvre cinématographique » désigne les œuvres cinématographiques de toutes durées et sur tous supports quel qu'en soit le genre (fiction, animation, documentaires) conformes aux dispositions législatives et réglementaires de chacune des deux Parties et dont la diffusion première a lieu dans les salles de spectacle cinématographique ;
- b) Le terme « autorité compétente » désigne :  
Pour la Partie brésilienne : l'Agence nationale du cinéma (ANCINE) ;  
Pour la Partie française : le Centre national du cinéma et de l'image animée.

## Article 2

1. Les œuvres cinématographiques réalisées en coproduction et admises au bénéfice du présent Accord sont considérées comme œuvres cinématographiques nationales conformément à la législation en vigueur sur le territoire de l'État de chacune des deux Parties.
2. Les œuvres cinématographiques de coproduction admises au bénéfice du présent Accord bénéficient, de plein droit, sur le territoire de l'État de chacune des Parties, des avantages qui résultent des dispositions relatives à l'industrie cinématographique en vigueur.
3. Ces avantages sont acquis seulement au producteur de la Partie qui les accorde.
4. Pour être admises au bénéfice du présent Accord, les œuvres cinématographiques de coproduction doivent :
  - a) recevoir les agréments provisoires de coproduction de la part des autorités compétentes des deux Parties avant le début des tournages ;
  - b) recevoir l'approbation de l'autorité compétente brésilienne avant la sortie du film en salles au Brésil, et de l'autorité compétente française au plus tard quatre mois après la sortie en salles du film en France.
5. Les demandes d'admission doivent respecter les procédures prévues à cet effet par chacune des Parties et être conformes aux conditions minimales fixées dans l'annexe du présent Accord.
6. Les autorités compétentes des deux Parties se communiquent toutes informations relatives à l'octroi, au rejet, à la modification ou au retrait des demandes d'admission au bénéfice du présent Accord.
7. Avant de rejeter une demande, les autorités compétentes des deux Parties doivent se consulter.
8. Lorsque les autorités compétentes des deux Parties ont admis l'œuvre cinématographique au bénéfice de la coproduction, cette admission ne peut être ultérieurement annulée sauf accord entre ces mêmes autorités.
9. L'approbation d'un projet de coproduction par les autorités compétentes des deux Parties ne lie aucune d'entre elles quant à l'octroi de l'autorisation pour l'exploitation publique de l'œuvre.

## Article 3

1. Pour être admises au bénéfice du présent Accord, les œuvres cinématographiques doivent être réalisées par des entreprises de production ayant une bonne organisation technique et financière et une expérience professionnelle reconnue par l'autorité compétente de la Partie dont elles relèvent.
2. Les entreprises de production, pour être éligibles au bénéfice du présent Accord, doivent, en outre, satisfaire aux conditions imposées par les réglementations brésiennes ou françaises selon la Partie dont elles relèvent.
3. Les collaborateurs artistiques et techniques doivent avoir soit la nationalité brésilienne, soit la nationalité française ou la nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, ou être résidents permanents de la République fédérative du Brésil, de la République française, d'un État membre de l'Union européenne, ou d'un État Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen.

Les autorités compétentes des deux Parties peuvent admettre, à titre exceptionnel, et après accord entre elles, la participation de collaborateurs artistiques et techniques qui ne remplissent pas les conditions de nationalité ou de résidence telles que visées aux deux précédents alinéas.

4. Les prises de vues doivent être effectuées dans des studios établis sur le territoire de l'une ou l'autre des deux Parties.

Les prises de vues réalisées en décors naturels sur un territoire qui ne serait ni le Brésil ni la France peuvent être autorisées et ce après accord des autorités compétentes des deux Parties si le scénario ou l'action de l'œuvre cinématographique l'exige.

#### **Article 4**

1. La proportion des apports respectifs du ou des coproducteurs de chaque Partie dans une œuvre cinématographique de coproduction peut varier de 20 % (vingt pour cent) à 80 % (quatre-vingt pour cent) du coût définitif de l'œuvre cinématographique.

2. Par dérogation et après accord des autorités des deux Parties, le seuil à 20 % peut être abaissé à 10 % en tenant compte des collaborations artistiques et techniques du ou des coproducteurs de chaque Partie.

3. La participation technique et artistique du ou des coproducteurs de chaque Partie doit intervenir dans la même proportion que ses apports financiers sauf dérogation exceptionnelle admise par les autorités compétentes des deux Parties.

#### **Article 5**

1. Chaque coproducteur est codétenteur des éléments corporels et incorporels de l'œuvre cinématographique.

2. Le matériel est déposé, aux noms conjoints des coproducteurs, dans un laboratoire choisi d'un commun accord.

#### **Article 6**

Toutes facilités sont accordées pour la circulation et le séjour du personnel artistique ou technique collaborant à ces films ainsi que pour l'importation ou l'exportation dans chaque État du matériel nécessaire à la réalisation et à l'exploitation des films de coproduction (pellicule, matériel technique, costumes, éléments de décors matériels de publicité).

#### **Article 7**

1. Les autorités compétentes des deux Parties examinent tous les deux ans si l'équilibre des contributions respectives est assuré et, à défaut, arrêtent les mesures nécessaires.

2. Un équilibre général doit être réalisé tant en ce qui concerne les contributions artistiques et techniques, notamment en emploi d'artistes et de techniciens et en tournages en studio, que les contributions financières ; cet équilibre est apprécié par la Commission mixte prévue à l'article 11.

Dans l'hypothèse où un déséquilibre apparaît, la Commission mixte examine les moyens de restaurer l'équilibre et prend toutes les mesures qu'elle estime nécessaires à cet effet.

**Article 8**

1. Les génériques, bandes annonces et matériel publicitaire doivent mentionner la coproduction entre le Brésil et la France.
2. Elle doit être également mentionnée dans le cas de présentation dans les festivals.

**Article 9**

La répartition des recettes est négociée librement entre les coproducteurs sur la base de leurs apports respectifs.

**Article 10**

1. Les autorités compétentes des deux Parties acceptent que les œuvres cinématographiques admises au bénéfice du présent Accord puissent être coproduites avec un ou plusieurs producteurs relevant d'États avec lesquels l'une ou l'autre Partie sont liées par des accords de coproduction cinématographique.
2. Les conditions d'admission de telles œuvres cinématographiques doivent faire l'objet d'un examen au cas par cas, et respecter les équilibres fixés aux articles 3 et 4.

**Article 11**

1. Pour suivre et faciliter l'application du présent Accord et en suggérer, le cas échéant, des modifications, il est institué une Commission mixte composée de représentants des autorités compétentes et de professionnels des deux Parties.
2. Pendant la durée du présent Accord, cette Commission se réunit d'un commun accord dans la mesure du possible tous les deux ans alternativement au Brésil et en France. Elle peut également être convoquée à la demande de l'une des autorités compétentes, notamment en cas de modification soit de la législation, soit de la réglementation applicable à l'industrie cinématographique ou dans le cas où le fonctionnement de l'Accord rencontre dans son application des difficultés d'une particulière gravité, notamment en cas de déséquilibre des échanges.

**Article 12**

À la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Accord par échange de lettres relatif à l'établissement de la coopération dans le domaine de la coproduction cinématographique entre le Brésil et la France signé à Rio de Janeiro le 6 février 1969, modifié par le Protocole additionnel à l'accord de coproduction cinématographique entre le Gouvernement de la République fédérative du Brésil et le Gouvernement de la République française du 6 février 1969 fait à Brasilia le 14 octobre 1985, cesse d'être en vigueur.

**Article 13**

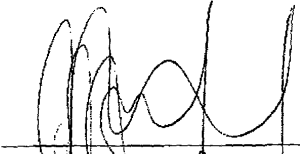
1. Le présent Accord entre en vigueur à la date de la réception de la dernière des notifications diplomatiques par lesquelles les Parties s'informent mutuellement de l'accomplissement des procédures internes nécessaires pour l'entrée en vigueur de l'Accord.
2. Le présent Accord est conclu pour une durée de deux ans à dater de son entrée en vigueur et prolongé, par tacite reconduction, pour de nouvelles périodes, chacune d'un an.

3. Chacune des deux Parties peut dénoncer le présent Accord, en tout moment, par notification écrite transmise par voie diplomatique. Dans ce cas, l'Accord cesse d'être en vigueur dans un délai de 3 mois après la date de la réception de la notification. La dénonciation de l'Accord ne remet pas en cause les droits et obligations des Parties liés aux projets engagés dans le cadre du présent Accord, sauf décision contraire des Parties.

En foi de quoi, les représentants des Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Cannes, le 18 mai 2010, en deux exemplaires, chacun en langues portugaise et française, les deux versions faisant également foi.


POUR LE GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE FEDERATIVE DU BRESIL



---

Monsieur Manoel Rangel  
Directeur Président de l'Agence  
Nationale du cinéma

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE FRANÇAISE



---

Madame Veronique Cayla  
Présidente du Centre national du  
cinéma et de l'image animée

ANNEXE

Procédures d'application

Les producteurs de chacune des deux Parties doivent, pour être admis au bénéfice de l'Accord, joindre à leur demande d'admission, avant le début des prises de vues, à l'autorité compétente, un dossier comportant :

- un document concernant l'acquisition des droits d'auteur pour l'exploitation de l'œuvre cinématographique ;
- un synopsis donnant des informations précises sur la nature du sujet de l'œuvre cinématographique ;
- un scénario détaillé ;
- la liste des éléments techniques et artistiques incluant la liste des emplois des artistes et des ouvriers et techniciens imputés à chacun des coproducteurs ;
- le plan de travail complété par un calendrier de la réalisation et l'indication du nombre de semaines de prises de vues (studios et extérieurs) et des lieux de prises de vues ;
- un devis et un plan de financement détaillé ;
- le contrat de coproduction signé entre les producteurs.

L'autorité compétente de la Partie à participation minoritaire ne donne son approbation qu'après avoir reçu l'avis de l'autorité compétente de la Partie à participation majoritaire.

[ PORTUGUESE TEXT – TEXTE PORTUGAIS ]

**ACORDO DE COPRODUÇÃO CINEMATOGRÁFICA ENTRE O GOVERNO DA  
REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL E O GOVERNO DA REPÚBLICA FRANCESA**

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República francesa,  
doravante denominados as Partes,

Considerando a Convenção da UNESCO sobre a Promoção da Diversidade das Expressões Culturais, de 20 de outubro de 2005 ;

Considerando a sua vontade comum de renovar e reforçar as relações cinematográficas entre o Brasil e a França;

Considerando a sua vontade de valorizar o seu patrimônio cinematográfico comum;

Considerando a necessidade de atualizar as suas relações de cooperação na área cinematográfica, respeitadas as suas regulamentações respectivas na matéria e a realidade dos mercados;

Acordam o seguinte:

**Artigo 1º**

Para os fins deste Acordo:

- a) o termo “obra cinematográfica” designa as obras cinematográficas de qualquer duração e em qualquer suporte, seja qual for o seu gênero (ficção, animação, documentário), conforme as disposições legais e regulatórias de cada uma das Partes, destinadas à exibição prioritária nas salas de espetáculos cinematográficos;
- b) o termo “autoridade competente” significa:  
Para a parte brasileira: a Agência Nacional do Cinema (ANCINE)  
Para a parte francesa: o Centro Nacional do Cinema e da Imagem Animada.

**Artigo 2**

1. As obras cinematográficas realizadas em coprodução e beneficiadas por este Acordo serão consideradas como obras cinematográficas nacionais, em consonância com a legislação em vigor no território de cada uma das Partes.



2. As obras cinematográficas em coprodução beneficiadas por este Acordo terão direito, no território de cada uma das Partes, às vantagens que resultam da legislação em vigor referente à indústria cinematográfica.
3. Essas vantagens reverterão exclusivamente em benefício do produtor da Parte que as concede.
4. Para serem beneficiadas pelo presente Acordo, as obras cinematográficas em coprodução deverão:
  - a) receber os reconhecimentos provisórios de coprodução a serem concedidos pelas autoridades competentes das duas Partes antes do início das filmagens;
  - b) receber a aprovação da autoridade competente brasileira antes do seu lançamento em salas de cinema no Brasil, e da autoridade competente francesa no máximo quatro meses após seu lançamento em salas de cinema na França.
5. As solicitações de reconhecimento deverão ser encaminhados de acordo com as regras previstas por cada uma das Partes e respeitar as condições mínimas definidas no anexo a este Acordo.
6. As autoridades competentes de ambas as Partes deverão comunicar uma à outra todas as informações relativas à concessão, à negação, à modificação ou ao cancelamento das solicitações de reconhecimento referentes ao presente Acordo.
7. Antes de negar uma solicitação de reconhecimento, as autoridades competentes das duas Partes deverão se consultar.
8. No caso de concessão de reconhecimento a uma obra cinematográfica pelas autoridades competentes, esse reconhecimento não poderá ser posteriormente anulado sem o acordo prévio entre essas mesmas autoridades.
9. O reconhecimento de um projeto de coprodução pelas autoridades competentes das duas Partes não significa compromisso delas quanto à concessão de autorização para a exploração pública da obra.

### Artigo 3

1. Para serem beneficiadas por este Acordo, as obras cinematográficas deverão ser realizadas por empresas de produção que tenham uma boa organização técnica e financeira, e uma experiência profissional reconhecida pela autoridade competente da Parte que lhes corresponda.
2. Para serem beneficiadas por este Acordo, as empresas de produção deverão ainda satisfazer às condições impostas pela legislação brasileira ou francesa, segundo a Parte que lhes corresponda.
3. Os colaboradores artísticos e técnicos deverão ser de nacionalidade brasileira, de nacionalidade francesa, ou da nacionalidade de algum Estado membro da União Européia, ou de um Estado parte do Acordo sobre o Espaço Econômico Europeu, ou ainda residentes permanentes da República Federativa do Brasil, da República francesa, de Estado membro da União Européia ou de Estado parte do Acordo sobre o Espaço Econômico Europeu.

As autoridades competentes das duas Partes poderão admitir, a título excepcional, e mediante acordo entre elas, a participação de colaboradores artísticos e técnicos que não satisfaçam às condições de nacionalidade definidas acima.
4. As filmagens deverão ser efetuadas em estúdios estabelecidos no território de uma ou outra das duas Partes.

As filmagens realizadas em cenários naturais de um território que não pertença nem ao Brasil nem à França poderão ser autorizadas mediante acordo das autoridades competentes das duas Partes, se o roteiro ou a ação da obra cinematográfica assim o exigir.

#### Artigo 4

1. A proporção dos aportes respectivos do(s) coprodutor(es) de cada Parte para uma obra cinematográfica em coprodução poderá variar de 20% (vinte por cento) a 80% (oitenta por cento) do custo final da obra cinematográfica.
2. Em casos excepcionais e mediante acordo entre as autoridades competentes das duas Partes, o aporte mínimo de 20 % poderá ser reduzido a 10%, tendo em vista as colaborações artísticas e técnicas do(s) coprodutor(es) de cada Parte.
3. A participação técnica e artística do(s) coprodutor(es) de cada Parte deverá ser proporcional aos seus aportes financeiros. A título excepcional, as autoridades competentes das duas Partes poderão aprovar projetos que não atendam a esta regra.

#### Artigo 5

1. Cada coprodutor será coproprietário dos elementos físicos e intelectuais da obra cinematográfica.
2. O material será depositado, em nome conjunto de todos os coprodutores, em um laboratório escolhido de comum acordo.

#### Artigo 6

Todas as facilidades serão concedidas para a circulação e a estada do pessoal artístico ou técnico desses filmes, bem como para a importação ou exportação em cada Estado do material necessário à realização e à comercialização dos filmes em coprodução (negativo, material técnico, figurinos, elementos da cenografia, material de publicidade).

#### Artigo 7

1. As autoridades competentes das duas Partes examinarão, a cada dois anos, se houve ou não equilíbrio entre as respectivas contribuições e, se for o caso, estabelecerão as medidas necessárias.
2. Um equilíbrio geral deverá ser obtido tanto no que diz respeito às contribuições artísticas e técnicas – em especial no emprego de artistas e técnicos e nas filmagens em estúdio – quanto aos aportes financeiros. Tal equilíbrio será avaliado pela Comissão mista prevista no Artigo 11.

Caso seja constatado um desequilíbrio, a Comissão mista examinará as soluções para restaurar o equilíbrio e procederá às medidas que considere necessárias para tal fim.

#### Artigo 8

1. Os créditos, os trailers e o material promocional deverão mencionar a coprodução entre o Brasil e a França.
2. Da mesma forma, a coprodução deverá ser mencionada nos casos de exibição em festivais.

### **Artigo 9**

A repartição das receitas será livremente negociada entre os coprodutores com base em seus respectivos aportes.

### **Artigo 10**

1. As autoridades competentes das duas Partes aceitarão que obras cinematográficas realizadas no âmbito do presente Acordo contem também com a contribuição de um ou mais produtores dos Estados com os quais uma das duas ou ambas as Partes tenham firmado acordos de coprodução cinematográfica.

2. As condições de aprovação de tais obras cinematográficas serão objeto de exame caso a caso e deverão respeitar os equilíbrios estabelecidos nos Artigos 3 e 4.

### **Artigo 11**

1. A fim de acompanhar e facilitar a aplicação do presente Acordo e, quando for o caso, sugerir modificações, será criada uma Comissão mista composta por representantes das autoridades competentes e de profissionais das duas Partes.

2. Durante a vigência do presente Acordo, essa Comissão se reunirá em comum acordo, e na medida do possível, a cada dois anos, alternadamente no Brasil e na França. Ela poderá igualmente ser convocada a pedido de uma das autoridades competentes, em especial em caso de modificação, seja da legislação ou da regulamentação aplicável à indústria cinematográfica, ou nos casos em que o funcionamento do Acordo enfrente dificuldades de particular gravidade, principalmente quando houver desequilíbrio na sua aplicação.

### **Artigo 12**

Na data em que o presente Acordo entrar em vigor, o Acordo por Troca de Notas de Cooperação para a Co-produção Cinematográfica entre o Brasil e a França, assinado no Rio de Janeiro, em 6 de fevereiro de 1969, modificado pelo Protocolo Adicional ao Acordo de Co-produção Cinematográfica entre o Governo da República Federativa do Brasil e o Governo da República francesa, firmado em Brasília em 14 de outubro de 1985, deixará de vigorar.

### **Artigo 13**

1. O presente Acordo entrará em vigor na data do recebimento da última das notificações diplomáticas pelas quais as Partes se informam mutuamente sobre o cumprimento dos procedimentos internos necessários para a entrada em vigor do Acordo.

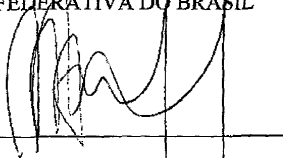
2. O presente Acordo terá vigência de dois anos a partir da data de sua entrada em vigor, e será renovado, automaticamente, por novos períodos de um ano cada.

3. Cada uma das Partes poderá denunciar o presente Acordo, a qualquer momento, por meio de notificação escrita e transmitida por via diplomática. Neste caso, o Acordo deixará de vigorar em um prazo de três meses após a data de recebimento da notificação. A denúncia do Acordo não porá em questão os direitos e obrigações das Partes referentes aos projetos iniciados no quadro do presente Acordo, salvo decisão contrária das Partes.

Em fé do que, os representantes das Partes, devidamente autorizados para tal fim, assinaram o presente Acordo.

Feito em *Paris*, em *18* de *maio* de 2010, em dois exemplares originais, nos idiomas português e francês, sendo os dois textos igualmente autênticos.

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA  
FEDERATIVA DO BRASIL



MANOEL RANGEL NETO  
Diretor - Presidente da  
Agência Nacional do Cinema -  
ANCINE

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA  
FRANCESA



VERONIQUE CAYLA  
Présidente du Centre National  
du Cinéma et de l'Image Animée

**ANEXO**

Procedimentos de aplicação

A fim de se beneficiar do Acordo, os produtores de cada uma das duas Partes deverão enviar à Autoridade Competente do seu país, antes do início das filmagens, a solicitação de aprovação de seu projeto acompanhada dos seguintes documentos:

- documento referente à aquisição dos direitos autorais para a comercialização da obra cinematográfica ;
- sinopse com informações precisas sobre a natureza do tema da obra cinematográfica;
- roteiro detalhado;
- relação dos elementos técnicos e artísticos, incluindo a lista dos artistas, técnicos e mão-de-obra atribuídos a cada um dos coprodutores;
- plano de trabalho com o cronograma de produção, assim como a indicação do número de semanas e locais da filmagem (estúdios e exteriores);
- orçamento e plano de financiamento detalhado;
- contrato de coprodução assinado entre os produtores.

A Autoridade competente da Parte país do coprodutor minoritário somente concederá sua aprovação após receber o parecer da autoridade competente da Parte do coprodutor majoritário.